

# Les métiers de l'audit et du conseil en entreprise

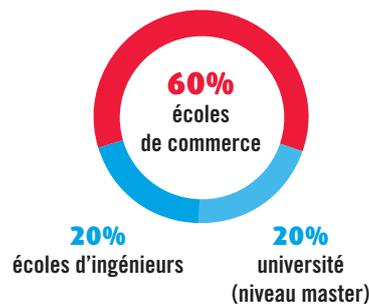


Le secteur de l'audit et du conseil recrute de nombreux-ses jeunes diplômé-e-s. Les employeurs recherchent essentiellement des bac + 5 issu-e-s d'écoles de commerce, d'ingénieurs ou de masters universitaires. Exercer comme consultant-e ou auditeur-trice en début de carrière est très formateur !

## UN SECTEUR PORTEUR



## QUELLES ÉTUDES ?



## UN DOMAINE TRÈS FORMATEUR

### Les qualités indispensables



Source : Guide des secteurs qui recrutent

## Secteur et emploi

### Audit et conseil: des enjeux stratégiques pour l'entreprise

*De plus en plus d'entreprises privées ou publiques font appel à un audit. Le rôle des cabinets d'expertise est d'évaluer la situation de la structure et l'efficacité des mesures en place avant de proposer des possibilités d'amélioration. Voir liste 1 du carnet d'adresses.*

#### ■ 3 grandes activités

Le secteur regroupe 3 grands domaines d'activité : l'audit, le conseil et les activités comptables. **L'audit** consiste à vérifier et certifier les comptes. Les activités de **conseil** sont plus larges et englobent des domaines d'expertise variés : management, marketing, stratégie, problématiques d'ordre organisationnel, formation du personnel...

Les activités **comptables** consistent en l'établissement et la vérification des comptes financiers, l'établissement de déclarations fiscales... Pour accompagner les nouvelles problématiques des entreprises et pour accroître la diversité de leurs offres, les cabinets n'hésitent pas à développer de nouvelles compétences. Les missions s'ouvrent sur la gestion de patrimoine, la responsabilité sociale, sociétale et environnementale ou encore le digital. Le secteur recherche aussi de nouveaux profils spécialisés en

ressources humaines, psychologie ou des spécialistes des big data et de la cybersécurité.

### ■ Les entreprises qui recrutent

Les métiers de l'audit et du conseil sont principalement exercés en cabinet. La plupart des postes proposés sont basés en région parisienne. Les principaux employeurs du secteur sont les *Big Four*, quatre grands cabinets d'audit les plus importants au niveau mondial : Deloitte, KPMG, Ernst & Young et PwC. En 2017, ils ont embauché plus de 4 000 consultant.e-s dont une bonne moitié de jeunes diplômé.e-s. Ceux qui débutent dans ces cabinets doivent s'attendre à un rythme de travail particulièrement intense. Le turn-over y est d'ailleurs très fort : plus de 50 % des jeunes recrues ne passent pas le cap de la première année.

Ceux qui redoutent les grands cabinets peuvent s'orienter vers des entreprises de taille plus modeste. Moins prestigieuses, les plus petits cabinets n'en sont pourtant pas moins intéressants. D'ailleurs, d'après une étude du cabinet de recrutement Fedfinance les cabinets d'audit, d'expertise comptable et de conseil de taille moyenne (entre 11 et 30 salariés) sont plébiscités par les candidats notamment car ils permettent une progression plus rapide que dans les grands cabinets.

De plus en plus de grandes entreprises comme Air France, Thales, Renault ou encore la Poste disposent d'une cellule de conseil en interne. C'est dans le secteur bancaire que l'on recrute le plus d'auditeurs internes.

Enfin, il est également possible d'exercer certains métiers de l'audit et du conseil au sein du secteur public. Il s'agit de postes de catégorie A ou A+ qui nécessitent de passer les concours de la fonction publique.

### ■ Les diplômé.e-s d'écoles de commerce ont la cote

Les jeunes représentent près de 60 % des embauches dans l'audit et le conseil d'entreprise. Parmi eux, 25 % sont débutants et 32 % ont entre 1 et 5 ans d'expérience. La grande majorité des nouvelles recrues sont issues d'écoles de commerce et ont réalisé au minimum un stage en finance, audit ou contrôle de gestion. Toutefois, les recrutements s'ouvrent de plus en plus aux diplômés d'écoles d'ingénieurs, et ce notamment avec le développement des activités de conseil en achat industriel ou refonte de processus industriel.

Dans les grands cabinets d'audit, un peu moins d'une nouvelle recrue sur 4 fraîchement diplômée est titulaire d'un master universitaire. Ceux qui parviennent à se faire embaucher ont généralement suivi une formation en comptabilité contrôle audit ou en finance et stratégies et sont issus d'universités souvent prestigieuses (Paris Dauphine, Paris I Panthéon Sorbonne...) ou d'IAE, formations qui se distinguent par leur fort degré d'expertise.

Les titulaires d'un BTS ou du diplôme de comptabilité et gestion (DCG) ou diplôme supérieur de comptabilité et gestion (DSCG) peuvent se faire embaucher dans les plus petits cabinets pour des tâches liées aux activités comptables ou à la gestion de paie. Le cabinet Ernst & Young a conçu des partenariats avec des IUT, dont celui de Bobigny, afin d'élargir ces recrutements. Il s'agit d'un dispositif de préembauche permettant de proposer aux alternants des postes d'analyste en audit financier à l'issue de leur formation. Les stages ou l'apprentissage constituent d'excellentes voies d'accès à l'emploi dans ce secteur. Cette politique est au cœur de la stratégie des grands cabinets.

#### À LIRE AUSSI

Les métiers de la comptabilité n° 2.34

Les métiers de la gestion : BTS et DUT n° 2.331

Économie, gestion, management : écoles et universités n° 2.332

### ■ Qualités requises et conditions de travail

Pour travailler dans l'audit et le conseil, il est nécessaire d'être doté d'une bonne capacité d'analyse et d'écoute. Il faut être capable de mener des entretiens avec le personnel de l'entreprise cliente. Des aptitudes rédactionnelles et oratoires sont appréciées pour rédiger et présenter les rapports de synthèse.

Ce secteur implique d'évoluer sans cesse dans des équipes différentes, sur des missions variées et jamais pour les mêmes clients. Cela nécessite d'importantes capacités d'adaptation. Pour ne rien simplifier, l'environnement peut parfois être hostile aux changements et l'auditeur.trice n'est pas toujours bien vu des salariés de l'entreprise pour qui il réalise l'audit.

Les salaires à l'embauche dans ce milieu sont élevés (généralement plus de 2 000 € brut/mois) et les possibilités de progression rapides. En contrepartie,

la charge de travail est importante. Plusieurs missions sont souvent gérées en même temps, d'où la nécessité d'être très organisé. Les clients dépensent des sommes importantes, ils sont donc souvent exigeants: une bonne résistance à la pression et au stress est nécessaire pour fournir des résultats rapides.

Les consultant·e·s et auditeur·trice·s sont souvent amené·e·s à travailler tard le soir et parfois même le week-end. Ce rythme particulièrement intense explique peut-être le fort taux de turn-over. Les conditions semblent toutefois moins difficiles dans les cabinets plus petits ou dans les services d'audit internes des entreprises.

Enfin, la dimension internationale n'est pas négligeable dans ce domaine. La maîtrise d'au moins une langue étrangère est exigée. La maîtrise de l'anglais n'est plus seulement un prérequis, les recruteurs attendent dorénavant que les postulants maîtrisent l'anglais de façon « fluente » (c'est-à-dire courante). Dans les grands cabinets anglo-saxons il n'est pas rare que le salarié soit souvent amené à partir en déplacement pour réaliser des missions à l'étranger.

#### SECTEURS EN VOGUE

Banque, assurance, santé, télécoms ou énergie... les jeunes dotés d'une première expérience dans ces domaines sont particulièrement recherchés.

## Métiers

### Le conseil en stratégie

*Considéré comme la voie royale, le conseil en stratégie est plébiscité par les jeunes diplômé·e·s et permet de travailler sur des problématiques où les enjeux sont forts (fusion, acquisition...).*

#### ■ Assistant·e auditeur·trice

L'assistant audit participe à l'exécution des missions d'audit. Il prépare les dossiers de travail. Il participe aux procédures de contrôle confiées par le responsable de la mission (manager audit) et assiste l'auditeur dans le cadre du programme de travail. Il réalise ces travaux dans le respect des délais définis, des normes et des méthodologies d'audit. Il participe au développement de l'image du cabinet auprès des clients.

Salaire brut mensuel: de 1 500 et 1 900 €.

Formation: bac + 2 (BTS/DUT audit, comptabilité...), bac + 5 (école de commerce / master comptabilité, finance, gestion...) pour devenir auditeur.

#### ■ Consultant·e

Le consultant aide l'entreprise dans l'élaboration de stratégie et de son business model. Il est également chargé d'apporter des solutions innovantes pour résoudre les problèmes rencontrés par une entreprise. Il peut intervenir sur des questions de marketing, de politique industrielle, ou encore d'amélioration des performances commerciales...

Salaire brut mensuel débutant: 2 500 €.

Formation: diplôme d'école de commerce ou d'ingénieurs.

#### ■ Auditeur·trice externe

L'auditeur externe intervient pour des missions ponctuelles dans des entreprises privées ou des organismes publics.

À ses débuts, l'auditeur externe junior se voit confier des missions de commissariat aux comptes. Il contrôle les comptes et l'information financière des sociétés. Il épluche les factures, les relevés bancaires, évalue les stocks.

Avec de l'expérience, l'auditeur externe élargit sa palette de missions. Après deux à trois ans d'expérience il devient responsable de mission senior. Il encadre les juniors, organise les interventions chez les clients et rédige la synthèse.

Salaire brut mensuel débutant: 2 900 €.

Formation: diplôme d'école de commerce ou d'ingénieurs; master universitaire en audit, finance ou contrôle de gestion; DSCG.

### ■ Auditeur·trice interne

L'auditeur interne mène des missions d'audit au sein de son entreprise. Il détecte les dysfonctionnements et veille à mettre en place de nouvelles méthodes de travail. Il examine les pratiques de tous les services : comptable, financier, informatique, juridique, commercial... Il réalise des entretiens et rédige des rapports.

Salaire brut mensuel débutant : 2 900 €.

Formation : diplôme d'école de commerce ou d'ingénieurs ; master universitaire.

### ■ Expert·e en veille stratégique

L'expert en veille stratégique accompagne le développement d'une entreprise. Il collecte, analyse et diffuse les informations concernant les concurrents et le marché qui peuvent être utiles à l'entreprise notamment lors de ses prises de décision stratégique.

Autre intitulé : expert·e en veille concurrentielle

Salaire brut mensuel débutant : 2 500 €.

Formation : diplôme d'école de commerce ou d'ingénieurs ; master universitaire.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers de la documentation* n° 2.677.

### ■ Consultant·e en conduite du changement

Il apporte des solutions à une entreprise qui souhaite transformer son organisation. Il diagnostique et analyse les problèmes organisationnels et propose des solutions. Il définit, pilote et coordonne les actions de communication, de formation et d'information afin d'accompagner les changements (restructuration de services, nouvelle implantation géographique...).

Salaire brut mensuel débutant : 3 000 €.

Formation : diplôme d'école de commerce ou d'ingénieurs ; master universitaire.

### ■ Conseiller·ère en fusion-acquisition

Il conseille les entreprises qui souhaitent réaliser des opérations financières complexes (rachat de société, vente de filiales, fusion, introduction en Bourse...). Il cherche pour son client les affaires les plus rentables à réaliser en s'appuyant sur l'actualité du marché. Il mesure les risques d'une transaction en termes de gains et de pertes financières, il monte, suit et pilote les transactions financières qui peuvent prendre plusieurs mois voire plusieurs années.

Salaire brut mensuel débutant : 3 500 à 4 000 €.

Formation : diplôme d'école de commerce ou d'ingénieurs ; master universitaire en finance d'entreprise, ingénierie financière, comptabilité, contrôle, audit ; diplôme d'expertise comptable (DCG, DSCG ou DEC).

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers de la banque et de la finance* n° 2.35.

### ■ Juriste

Le juriste protège les intérêts de son entreprise. Il a un rôle de conseil sur les questions juridiques, commerciales, financières et techniques. Ce spécialiste du droit se tient à l'affût des évolutions des lois et des réglementations et se charge d'interpréter, d'appliquer et d'expliquer les textes de lois à ses collaborateurs.

Salaire brut mensuel débutant : 2 500 €.

Formation : master (bac +5) en droit.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers du droit* n° 2.51.



Consultez notre sélection de sites et d'organismes de référence en liste 1 du carnet d'adresses.

## Finance

*Contrôleur-se de gestion, auditeur-trice financier-ère, développeur-se économique... les métiers de l'audit et du conseil financier sont variés et peuvent s'exercer dans un cabinet-conseil, au sein d'une entreprise ou d'une collectivité. Ces métiers sont directement liés à la comptabilité. Cf. dossier Actuel-Cidj Les métiers de la comptabilité n° 2.34.*

### ■ Contrôleur-se de gestion

Garant de la bonne santé financière d'une organisation, le contrôleur de gestion exerce un contrôle permanent sur les budgets. C'est lui qui élabore le budget prévisionnel, et met en place les outils pour contrôler rigoureusement les résultats obtenus. Il détecte les écarts éventuels avec les prévisions et propose le cas échéant des solutions adaptées à la direction générale.

Avant d'exercer comme contrôleur gestion il est souvent nécessaire à la sortie de ses études de travailler quelques années en tant qu'assistant de gestion.

Salaire brut mensuel débutant : 2 900 €.

Formation : diplôme d'école de commerce + DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion); master comptabilité-contrôle-audit ou finance.

### ■ Auditeur-trice financier-ère

L'auditeur financier vérifie la régularité des comptes des entreprises à leur demande. Il détecte d'éventuels dysfonctionnements ou anomalies, veille à la santé financière des entreprises et contribue à améliorer l'efficacité des services. Il étudie les comptes de la société, les carnets de commandes et autres documents internes.

Salaire brut mensuel débutant : 2 900 €.

Formation : diplôme d'école de commerce + DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion) ou DEC (diplôme d'expert-comptable); master comptabilité-contrôle-audit ou contrôle de gestion.

### ■ Comptable

Dans un cabinet d'audit, il gère tout ou partie de la comptabilité de ses clients.

Salaire brut mensuel débutant : 2 000 €.

Formation : BTS comptabilité et gestion; DUT GEA; DCG (diplôme de comptabilité et gestion); licence pro; diplôme d'école de commerce.

### ■ Expert-e-comptable

Expert-comptable est un titre professionnel délivré après inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables. L'expert-comptable peut être chargé de tenir les comptes d'une structure, de les vérifier et d'attester leur fiabilité.

Il peut également conseiller et aider les entreprises dans leurs choix stratégiques (réforme fiscale, recherche de financement, élaboration des budgets prévisionnels...).

À savoir : la plupart des experts-comptables sont aussi commissaires aux comptes.

Salaire brut mensuel débutant : 3 200 €. Libéral : 5 000 €.

Formation : 3 diplômes successifs obligatoires : DCG (diplôme de comptabilité et gestion), DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion) et le DEC (diplôme d'expert-comptable) + stage professionnel de 3 ans. Le master CCA (comptabilité-contrôle-audit), préparé à l'université, permet également de rejoindre cette filière.

### ■ Crédit manager

Pour protéger la santé financière d'une entreprise, le crédit manager cherche à sécuriser ses ventes. Il veille à limiter les risques liés aux mauvais payeurs en analysant les états financiers des clients de l'entreprise et met en place des processus pour limiter les retards de paiement et les contentieux.

Salaire brut mensuel débutant : à partir de 2 500 €.

Formation : DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion); master finance ou comptabilité; diplôme d'école supérieure de commerce.

### ■ Fiscaliste

Spécialiste de la réglementation fiscale, le fiscaliste aide une entreprise à appliquer les normes fiscales. Il a également un rôle de conseiller notamment sur toutes les questions de fusion ou de restructuration.

Salaire brut mensuel débutant : à partir de 3 000 €.

Formation : master pro en droit fiscal, master pro droit + diplôme d'école supérieure de commerce.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers de la banque et de la finance* n° 2.35.

### ■ Développeur·se économique

Pour le compte d'une collectivité (région, département, commune...) qui souhaite dynamiser son territoire, le développeur économique encourage l'implantation de nouvelles entreprises et aide les sociétés déjà implantées dans leur développement.

Salaire brut mensuel débutant : 1 700 €.

Formation : master universitaire.

### ■ Risk manager

Le manager des risques ou risk manager conseille une entreprise sur les risques fortuits (accident, vol, retard de paiement...) et essaie de limiter au maximum les impacts que ces risques peuvent avoir sur l'organisation, les produits ou les clients de l'entreprise.

Salaire brut mensuel débutant : à partir de 4 000 €.

Formation : diplôme d'école supérieure de commerce ou master (bac + 5) + longue expérience liée au secteur d'activité de l'entreprise.

### ■ Trésorier·ère

Il gère et sécurise les flux de trésorerie auprès des organismes bancaires (optimisation des coûts et produits financiers, gestion des risques de change...). Il établit le budget et les prévisions de trésorerie et rend des rapports réguliers sur celle-ci.

Salaire brut mensuel débutant : à partir de 2 500 €.

Formation : DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion); master finance ou trésorerie; diplôme d'école supérieure de commerce.

### ■ Responsable consolidation

Le responsable consolidation présente les états financiers de plusieurs sociétés constitutives d'un groupe. Il définit les méthodes de consolidation, les procédures et le calendrier. Il collecte et contrôle l'information comptable des filiales, vérifie leur saisie dans les logiciels de consolidation, élabore les résultats consolidés comptables. Ce poste est rarement ouvert aux débutants. Une expérience de 3 ans minimum en audit ou dans un service consolidation de grand groupe, ou encore en contrôle de gestion, est souvent demandée.

Autre appellation : consolideur·se.

Salaire brut mensuel débutant : à partir de 3 000 €.

Formation : DCG (diplôme de comptabilité et gestion); DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion); master comptabilité ou finance; diplôme d'école supérieure de commerce.

## Audit légal

*Prévu par la loi, l'audit légal a pour objectif de donner une image fiable de l'état financier d'une entreprise.*

### ■ Auditeur·trice à la Cour des comptes

Ce fonctionnaire travaille pour la Cour des comptes, une institution de contrôle externe qui réalise des audits dans les administrations de l'État, les établissements publics nationaux, les entreprises publiques, les associations bénéficiant de subventions publiques... Il réalise des audits, établit un rapport et émet un avis sur la qualité de la gestion

de l'organisme en question ou la régularité de ses comptes qui est destiné à ses dirigeants et au ministère auquel l'entité est rattachée.

Salaire brut mensuel débutant : 2 500 €.

Formation : ENA (École nationale d'administration) + formation complémentaire de deux ans.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Travailler dans la fonction publique d'État* n° 2.01.

## ■ Commissaire aux comptes

Les missions du commissaire aux comptes sont définies par la loi. Le commissaire aux comptes est responsable juridiquement et judiciairement des comptes sur lesquels il a exercé son contrôle. Il est indépendant, extérieur à l'entreprise, mais rémunéré par elle.

Salaire (ou paiement d'honoraires, selon le statut) : de 2 800 à 3 500 € (variable en fonction des missions).

Formation : DEC + stage de 3 ans dont 2 ans minimum chez un commissaire aux comptes ; master ou diplôme d'école de commerce ou d'ingénieurs + certificat préparatoire (CP) + expérience de 3 ans dans le domaine de l'audit ou de la comptabilité + certificat d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes (Cafcac) et DEC.

[www.cncc.fr](http://www.cncc.fr)

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers de la comptabilité* n° 2.34.

## ■ Administrateur·trice judiciaire

Ils sont chargés d'assister ou de remplacer les dirigeants d'entreprise en difficulté dont ils doivent préparer le redressement. Ils peuvent cumuler leurs fonctions avec celles d'avocat, à condition de ne pas les exercer successivement pour le compte d'une même entreprise.

Salaire net mensuel débutant : 3 400 € environ (rémunération par l'entreprise en redressement judiciaire, sur la base d'un barème réglementaire).

Formation : diplôme de niveau bac + 4 minimum en droit, sciences économiques ou gestion, DSCG (diplôme supérieur de comptabilité ou de gestion) ou DEC (diplôme d'expertise comptable) + stage professionnel de 3 ans + examen professionnel d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire.

[www.cnajmj.fr](http://www.cnajmj.fr)

## ■ Mandataire judiciaire

Le mandataire judiciaire intervient lorsqu'une entreprise ne peut plus payer ses dettes et qu'elle est en redressement judiciaire. Il représente les créanciers et tente de trouver des solutions de remboursement.

Salaire net mensuel débutant : de 2 000 à 3 000 € (rémunération très réglementée et fixée par le président du tribunal au moment de la désignation du mandataire).

Formation : l'accès à ce métier passe par plusieurs étapes : diplôme de niveau bac + 4 minimum en droit, sciences économiques ou gestion, ou un DSCG (diplôme supérieur de comptabilité ou de gestion), ou encore un DEC (diplôme d'expertise comptable) + stage professionnel de 3 ans + examen professionnel d'aptitude aux fonctions de mandataire judiciaire.

[www.cnajmj.fr](http://www.cnajmj.fr)

# Management et ressources humaines

*Les professionnel·le·s spécialisé·e·s en management et ressources humaines aident les entreprises à faire face aux différentes problématiques qu'elles peuvent rencontrer (optimisation des coûts, réorganisation, recrutement, reclassement...). Cf. dossier Actuel-Cidj Les métiers des ressources humaines n° 2.335.*

## ■ Consultant·e en management de l'innovation

Le consultant en management de l'innovation analyse les besoins d'une entreprise en matière d'innovation, conseille son client et l'accompagne dans la mise en place du projet.

Salaire brut mensuel débutant : 2 500 €.

Formation : diplôme d'école d'ingénieurs ; master scientifique avec spécialisation en management.

## ■ Consultant·e en recrutement

Le consultant en recrutement a pour mission de trouver des candidats pour ses clients et prendre en charge toutes les étapes du processus de recrutement.

Salaire brut mensuel débutant : 2 000 €.

Formation : master en ressources humaines, gestion de l'entreprise, psychologie ; diplôme d'école de commerce.

### ■ Consultant·e en accompagnement

En fonction des besoins du client, le consultant en accompagnement est chargé de prendre en charge l'accompagnement professionnel d'un ou plusieurs de ses salariés.

Salaire brut mensuel débutant : 2 100 €.

Formation : master en gestion des ressources humaines, sociologie, psychologie ou en sciences sociales ; diplôme d'école de commerce.

#### COACH EN ENTREPRISE

Dans les fonctions de conseil, le métier de coach est de plus en plus demandé par les entreprises. Qu'il soit indépendant ou salarié d'un cabinet de consulting, le coach peut être amené à accompagner les dirigeants, managers et cadres dans leur développement professionnel.

Il peut aussi accompagner et soutenir les employés d'une structure avec des fonctions se rapprochant des ressources humaines.

Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers des ressources humaines* n° 2.335.

## Études et diplômes

### Formations courtes : BTS et DUT ■ ■ ■ ■

*La très grande majorité des candidat·e·s sont recruté·e·s à bac + 5. Il est donc vivement conseillé de poursuivre ses études après un BTS ou un DUT.*

#### ■ BTS comptabilité et gestion (bac + 2)

Le BTS (brevet de technicien supérieur) comptabilité et gestion (ex-CGO, comptabilité et gestion des organisations) se prépare en 2 ans après le bac (de préférence STMG, ES, S ou le bac pro gestion-administration).

Ce BTS dispense de certaines épreuves du DCG (diplôme de comptabilité et gestion).

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers de la comptabilité* n° 2.34.

#### ■ DUT GEA (bac +2)

Le DUT (diplôme universitaire de technologie) GEA (gestion des entreprises et des administrations) se prépare en IUT (institut universitaire de technologie) en 2 ans pour les bacheliers ES, S ou STMG (ou diplôme équivalent), et en 1 an pour les titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2.

Le DUT GEA propose 3 options, dont l'**option gestion comptable et financière**. Les bacs STMG et ES y sont les plus nombreux.

Le DUT GEA dispense de certaines épreuves du DCG (diplôme de comptabilité et gestion).

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers de la comptabilité* n° 2.34.

## Écoles et formations spécialisées

*Les diplômes des écoles de commerce et certaines écoles d'ingénieurs et la filière de l'expertise comptable préparent bien aux fonctions de l'audit.*

### ■ Diplôme d'écoles de commerce et de management

La plupart des écoles dispensent un enseignement axé sur l'audit, le conseil ou le contrôle de gestion. Elles peuvent donner des équivalences pour préparer une partie des diplômes de l'expertise comptable DCG (diplôme de comptabilité et gestion) et DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et gestion).

Il est possible d'intégrer certaines écoles de commerce ou de management directement après le bac ; d'autres, plus sélectives, après deux ans de classes préparatoires. Par le biais des admissions parallèles il est également possible après deux ou trois années d'études supérieures de poursuivre en école de commerce.

La plupart des écoles recrutent par le biais des concours communs. D'autres recrutent sur concours propre.

Attention : les frais d'inscription aux concours sont élevés, surtout si vous en préparez plusieurs, et à moins d'être boursier, présenter les concours de différentes écoles peut se révéler très onéreux.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Économie, gestion, management : écoles et universités n° 2.332.*

#### SPÉCIALISATIONS

Après le diplôme d'une grande école, une double compétence ou une spécialisation permet de renforcer son CV. Les mastères spécialisés et les MBA sont la référence en la matière.

### ■ Diplôme d'écoles d'ingénieurs

Les écoles d'ingénieurs recrutent à différents niveaux : directement après le bac, après une classe prépa ou en admission parallèle après un bac + 2, bac + 3 ou bac + 4.

Certaines écoles d'ingénieurs sont généralistes et proposent au cours de leur cursus un panel de spécialités (à prendre en « majeures »), d'autres sont

plus spécialisées. Parmi les écoles qui proposent des filières orientées finance citons l'Esilv, l'Eisti ou l'ECE ou encore les grandes écoles prestigieuses comme Mines ParisTech, Centrale Paris et Centrale Lille.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les études d'ingénieur-e n° 2.813.*

#### PRÉPARER LE DSCG POUR DEVENIR AUDITEUR

Les titulaires du DCG qui souhaitent devenir auditeur-trice-s peuvent intégrer le programme Assistant formation diplômante proposé par le cabinet Ernst & Young. Il s'agit d'une formation en 2 ans qui prépare au DSCG.

[www.ey.com](http://www.ey.com)

### ■ Diplôme de l'expertise comptable

Pour exercer dans l'audit et le conseil en tant qu'expert-comptable ou commissaire aux comptes, il faut obtenir 3 diplômes successifs : DCG, DSCG et DEC.

- Le diplôme de comptabilité et gestion (DCG) : bac + 3 ;
- Le diplôme supérieur de comptabilité et gestion (DSCG) : bac + 5 ;
- Le diplôme d'expertise comptable (DEC) : bac + 8.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers de la comptabilité n° 2.34.*

## Formations universitaires

De bac + 3 à bac + 5, il existe différentes formations universitaires pour se former aux métiers de l'audit et du conseil.

### ■ Licence pro (bac + 3)

Préparée en 1 an après un bac + 2 (L2, BTS, DUT...), la licence pro permet d'acquérir une spécialisation. Le cursus articule des enseignements théoriques et pratiques avec des stages de 12 à 16 semaines. La formation est organisée en partenariat avec les professionnels.

Contrairement à la licence générale, la licence pro vise l'insertion professionnelle. Elle n'a donc pas pour vocation de déboucher sur une admission en master.

> Voir liste 2 du carnet d'adresses.

### ■ Licence (bac + 3)

La licence est le point de départ des études à l'université. Elle se prépare en 3 ans (L1, L2, L3) après le bac et correspond à 180 crédits européens. La formation associe des enseignements théoriques, méthodologiques, pratiques et appliqués.

Pour se former à l'audit et au conseil les licences en comptabilité, contrôle, audit, sciences du management, finance, systèmes d'information, droit.

Il existe aussi quelques licences spécifiques en économie et/ou gestion.

### ■ Master (bac + 5)

Le master se prépare en 2 ans après une licence. On désigne par M1 et M2 les 2 années successives menant au master complet. Le master comporte des parcours à finalité professionnelle, à finalité recherche ou indifférenciée.

Depuis 2017, les universités ont la possibilité de procéder à une sélection des étudiants dès l'entrée en M1. D'autres filières, définies par décret, sélectionnent leurs étudiants à l'entrée en M2.

Dans le secteur de l'audit et du conseil, il existe plusieurs masters et masters pro.

> Voir liste 2 du carnet d'adresses.

### ■ Master d'IAE

Au sein des universités, les IAE (instituts d'administration des entreprises), également appelés « écoles universitaires de management », proposent des formations de 3<sup>e</sup> cycle en gestion reconnues au plan international.

[www.iae-france.fr](http://www.iae-france.fr)

### ■ Magistère (bac + 5)

Le magistère est accessible sur dossier, tests et entretien aux titulaires d'un bac + 2 (L2, BTS, DUT...). Très sélective, cette filière s'étend sur 3 ans et comprend de nombreux stages.

Parmi les magistères adaptés à l'audit-conseil citons notamment le magistère BFA (banque, finance, assurance) de l'université Paris-Dauphine, qui permet d'obtenir un double diplôme : magistère et master en économie et finance. On peut également citer le magistère en économie de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

### ■ Diplôme d'IEP

Les IEP (instituts d'études politiques) sont des établissements publics rattachés à une université. Ils dispensent un enseignement généraliste en sciences politiques, économiques et sociales, souvent avec une forte connotation internationale. Les stages en entreprise et les séjours à l'étranger se développent sur le modèle des grandes écoles de commerce. La majorité des diplômés d'IEP poursuivent leurs études en master.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Sciences politiques : IEP et universités* n° 2.61.

# F formation continue

## Un droit accessible à tous

*Améliorer ses compétences, changer de métier, obtenir un diplôme: la formation professionnelle continue vous permet de mener à bien tous ces projets.*

### ■ Connaître vos droits

La formation professionnelle continue s'adresse aux jeunes sortis du système scolaire et aux adultes : salariés, demandeurs d'emploi, intérimaires, créateurs d'entreprise, professions libérales ou fonctionnaires.

Selon votre situation, différents dispositifs existent : compte personnel de formation, projet personnalisé d'accès à l'emploi, contrat de professionnalisation, parcours emploi compétences, plan de formation de l'entreprise...

Les formations peuvent être suivies en cours du soir, en stage intensif, en cours d'emploi ou hors temps de travail. Le financement, la rémunération et les frais de formation sont spécifiques à chaque public.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *La formation continue: mode d'emploi n° 4.0.*

### ■ Organismes et formations

De nombreux organismes publics et privés proposent des formations diplômantes (acquisition d'un diplôme) ou qualifiantes (mise à niveau, acquisition de connaissances) dans le cadre de la formation continue.

La plupart des formations initiales étant accessibles en formation continue, n'hésitez pas à vous adresser aux services de formation continue des organismes dispensant une formation initiale.

Pour les stages de perfectionnement de courte durée (non qualifiants), adressez-vous directement aux organismes professionnels du secteur.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les diplômes en formation continue après le bac n° 4.713.*

### Cnam

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) propose de nombreux parcours de formation : DUT et Deust, diplômes universitaires (licence, master et doctorat), titres d'ingénieur, titres RNCP (répertoire national des certifications professionnelles) et diplômes et certificats d'établissement. Les enseignements sont dispensés le soir et le samedi, ou pendant le temps de travail, sous forme d'unités de valeur modulaires capitalisables.

[www.cnam.fr](http://www.cnam.fr)

### Ifaci

L'institut français de l'audit et du contrôle internes (Ifaci) est un organisme de formation professionnelle qui prépare au titre certifié d'auditeur interne (CIA), de niveau I (bac + 5).

La certification est accessible par la voie de la VAE aux candidats qui justifient de 2 ans d'expérience en tant qu'auditeur interne. Il est possible de suivre la formation sans satisfaire à l'ensemble des conditions d'expérience. Mais la certification sera délivrée uniquement lorsque ces conditions seront remplies.

[www.ifaci.com](http://www.ifaci.com)

> Voir liste 3 du carnet d'adresses.

### Universités

La plupart des diplômes universitaires peuvent être préparés dans le cadre de la formation continue. Le public est accueilli soit dans les formations initiales communes à tous les étudiants, soit dans des cursus spécialement conçus pour un public en formation continue.

Adressez-vous aux services de formation continue des universités.

> Voir liste 2 du carnet d'adresses.

# Carnet d'adresses

Liste 1 Pour en savoir plus	p. 12
Liste 2 Formations universitaires	p. 12
Liste 3 Titre certifié audit	p. 12

## ■ LISTE 1

### Pour en savoir plus

[www.apec.fr](http://www.apec.fr)

Édité par : Association pour l'emploi des cadres (Apec)  
Sur le site : offres d'emploi cadres et jeunes diplômés en France et à l'étranger, offres de stages, actualité du marché de l'emploi, enquêtes d'insertion et sur l'emploi cadre, annuaire des métiers cadres, outils et conseils de recherche d'emploi, fiches de synthèse : secteurs, fonctions, salaires, régions.

[www.consultinfrance.fr](http://www.consultinfrance.fr)

Édité par : Syntec conseil en management  
Sur le site : plaquette téléchargeable en ligne présentant le métier de consultant, les parcours professionnels ou les missions de conseil.

[www.ifaci.com](http://www.ifaci.com)

Sur le site : revue de presse sur le secteur, bibliothèque en ligne contenant des enquêtes, référentiels, outils et méthodes favorisant une meilleure pratique professionnelle, offres d'emploi.

[www.syntec-rp.com](http://www.syntec-rp.com)

Édité par : Syndicat Syntec Conseil en Relations Publics  
Sur le site : informations sur les métiers et fonctions des relations publics, annuaire des agences, quelques offres d'emploi et de stage.

## ■ LISTE 2

### Formations universitaires

**Pour les formations en audit financier et contrôle de gestion, se reporter au dossier Actuel-Cidj Les métiers de la comptabilité, n° 2.34**

#### Masters

- > Audit interne contrôle conseil (AICC) : Lille 1
- > Business Consulting in Organization and Information Technologies : Paris-Dauphine
- > Conseil économique et contrôle organisationnel (CECO) : Lorraine
- > Conseil économique pour les entreprises : Lille 3
- > Conseil en organisation et management du changement (COMC) : Paris 8
- > Conseil et analyse des systèmes en ressources humaines : Lorraine
- > Conseil et contentieux : Tours
- > Conseil et expertise économique : Lille 1
- > Conseil et recherche en audit et contrôle : Paris-Dauphine
- > Conseil, études et recherche : Paris-Est Créteil
- > Conseil, expertise et action publique (CEAP) : Toulouse 1
- > Études et conseil en stratégie et marketing : Lyon 2

- > Juriste conseil des collectivités territoriales : Paris 2, Bretagne-Sud
- > Juriste et conseil d'entreprise (DJCE) : Strasbourg
- > Marketing et stratégie (conseil et recherche) : Paris-Dauphine
- > Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, pratiques et ingénierie de la formation (MEEF) : Nice, Poitiers, Toulouse
- Jean-Jaurès
- > Métiers des études et du conseil : Montpellier
- > Métiers du conseil et de la recherche : Angers, Nantes
- > Stratégie et conseil en communication : Lorraine

#### Masters professionnels

- > Conseil en entreprise : Paris 13
- > Conseil en organisation, stratégie et systèmes d'information : Paris 1, Saclay
- > Conseil et accompagnement du changement : Paris-Dauphine
- > conseiller, consultant, responsable formation : Dijon
- > Contrôle, audit, conseil (CAC) : Aix-Marseille

## ■ LISTE 3

### Titre certifié audit

75008 Paris

Institut français de l'audit et du contrôle internes (Ifaci)  
Tél : 01 40 08 48 00  
[www.ifaci.com](http://www.ifaci.com)  
Association  
> Titre certifié auditeur interne  
Durée : non communiqué  
Coût : non communiqué



Infos près de chez vous  
Plus de 1 500 centres d'information jeunesse vous accueillent à travers toute la France. Vous y trouverez conseils, infos et adresses de proximité.  
[www.cidj.com](http://www.cidj.com)  
Rubrique réseau IJ

# Actuel Ile-de-France

<b>Liste 1</b>	
<b>Formations en alternance</b>	<b>p. 13</b>
<b>Liste 2</b>	
<b>Formation continue</b>	<b>p. 14</b>

## ■ LISTE 1 (IDF)

### Formations en alternance

Ces établissements proposent des formations dans le cadre du contrat d'apprentissage (A) ou du contrat de professionnalisation (CP).

#### 75008 Paris

Institut français de l'audit et du contrôle internes (Ifaci)  
Tél : 01 40 08 48 00  
www.ifaci.com  
Association  
> Titre certifié auditeur interne : CP  
Durée : non communiqué

#### 75009 Paris

CFA Sections d'apprentissage créées par les entreprises franciliennes (CFA Sacef)  
Tél : 01 78 09 88 51  
www.cfasacef.fr  
Privé sous contrat  
> Diplôme de l'École supérieure de commerce de Skema Business School (ESC) : A  
Admission : bac + 3  
Durée : 1 ou 2 ans

#### 75013 Paris

Institut d'administration des entreprises de Paris (IAE Paris)  
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne  
Tél : 01 44 08 11 60  
www.iae-paris.com  
Public  
> Master M1 et M2 contrôle de gestion et audit organisationnel : A  
Admission : bac + 4  
Durée : 2 ans

#### 75013 Paris

Paris School of Business (PSB)  
Tél : 01 53 36 44 00  
www.psbedu.paris  
Privé hors contrat  
> Titre certifié auditeur contrôleur de gestion, niveau bac + 5 : A, CP  
Admission : sur dossier + concours  
Ambitions +  
Durée : 1 ou 2 ans en contrat de professionnalisation

#### 75205 Paris Cedex 13

Université Paris Diderot  
Université Paris 7  
Tél : 01 57 27 65 22  
www.univ-paris-diderot.fr  
Public  
> Master M2 métiers des études, du conseil et de l'intervention spécialité consultants et chargés d'études socio-économiques : A, CP

> Master M2 métiers des études, du conseil et de l'intervention spécialité projets informatiques et stratégie d'entreprise : A, CP

#### 75015 Paris

CFA Difcam  
Tél : 01 44 37 30 40  
www.difcam.com  
Privé hors contrat  
> Licence L3 sciences juridiques, économiques et de gestion mention sciences comptables et financières : A, CP

#### 75775 Paris Cedex 16

Université Paris-Dauphine  
Université Paris 9  
Tél : 01 44 05 41 22  
www.apprentissage.dauphine.fr  
Public  
> Master M1, M2 comptabilité, contrôle, audit : A  
> Master M1, M2 conseil, audit et reporting : A  
> Master M2 business consulting in organization : A  
> Master M2 conseil et accompagnement du changement : A  
> Master M2 conseil et recherche en audit et contrôle : A  
> Master M2 contrôle, gouvernance et stratégies : A  
> Master M2 gestion systèmes d'information de l'entreprise étendue : audit et conseil : A  
> Master M2 international business management and NCT projects : A

#### 77454 Marne-la-Vallée Cedex 2

Université Paris-Est Marne-la-Vallée (Upem)  
Tél : 01 60 95 76 76 (SIO-IP)  
www.u-pem.fr  
Public  
> Master M1 intelligence économique  
Admission : bac + 3 en sciences de l'information et de la communication, économie, gestion, mais aussi droit, sociologie, AES, informatique, documentation, histoire, géographie.  
Sur dossier et entretien.  
Durée : 1 an  
> Master M1, M2 contrôle, comptabilité et audit : A  
> Master M2 influence, lobbying et médias sociaux : A, CP  
> Master M2 intelligence stratégique, analyse des risques et territoires : A, CP

#### 78120 Rambouillet

École supérieure des systèmes de management (Essym)  
CCI Paris-Ile-de-France  
Tél : 01 34 83 95 78  
www.essym.fr  
Consulaire

> Master M2 analyse économique et gouvernance des risques : A, CP  
> Master M2 conduite du changement : A, CP  
Durée : 1 an  
> Master M2 management contrôle et audit : A, CP  
> Master M2 responsabilité sociétale des entreprises et environnement : A, CP

#### 91011 Évry Cedex

Télécom École de management (Telecom)  
Institut Télécom  
Tél : 01 60 76 42 18  
www.telecom-em.eu  
Public  
> Diplôme d'études supérieures de gestion de Télécom École de Management : A  
Admission : - admission en 1<sup>re</sup> année : prépas + concours BCE - admission en 1<sup>re</sup> année : prépas ENS Cachan, prépas scientifiques ou bac + 2 (BTS, DUT, L2) + concours Passerelle 1 - admission en 2<sup>e</sup> année : bac + 3/bac + 4/bac + 5 + concours Passerelle 2  
Durée : 3 ans

#### 91405 Orsay Cedex

CFA Union  
Tél : 01 69 15 35 10  
http://site.cfa-union.org  
Association  
> Master comptabilité, contrôle, audit : A  
> Master M2 projet innovation conception : A

#### 91405 Orsay Cedex

Université Paris Sud  
Tél : 01 69 15 78 88  
www.u-psud.fr  
Public  
> Master M1, M2 comptabilité, contrôle, audit : A, CP

#### 92001 Nanterre Cedex

Université Paris Ouest Nanterre La Défense  
Université Paris 10  
Tél : 01 40 97 75 34  
www.parisnanterre.fr  
Public  
> Master M1, M2 management stratégique parcours management stratégique international : A, CP  
> Master M1, M2 psychologie parcours psychologie de l'orientation, de l'évaluation et du conseil : CP

#### 92200 Neuilly-sur-Seine

Cursus ENGDE/Deloitte  
Deloitte  
Tél : 01 42 74 54 84 (ENGDE)/01 40 88 28 00 (Deloitte)  
www.deloitterecrite.fr  
www.engde.fr  
Privé  
> DSCG spécialisé audit : CP  
Admission : être titulaire du DSG. 2 entretiens (d'abord à l'ENGDE puis chez Deloitte) et un test d'anglais (non éliminatoire).  
Durée : 2 ans

#### 93526 Saint-Denis Cedex

Direction formation continue, alternance et VAE Paris 8  
Université Paris 8  
Tél : 01 49 40 70 70  
www.fp.univ-paris8.fr  
Public  
> Master M1, M2 conseil en organisation et management du changement : CP

#### 93430 Villetaneuse

Université Paris Nord  
Université Paris 13  
Tél : 01 49 40 40 11 (Service VOIE)  
www.univ-paris13.fr  
Public  
> Master pro M1, M2 comptabilité, contrôle, audit : A, CP  
> Master pro M1, M2 conseil en entreprise : A  
Durée : 2 ans, alternance uniquement en 2<sup>e</sup> année

#### 94010 Créteil Cedex

Université Paris Est Créteil Val-de-Marne (Upec)  
Université Paris 12  
Tél : 08 00 74 12 12 (SCUIO-IP)  
www.u-pec.fr  
Public  
> Master M2 contrôle de gestion et d'aide à la décision : A

#### 94010 Créteil Cedex

Université Val-de-Marne - Institut d'administration des entreprises Gustave Eiffel (IAE Gustave Eiffel)  
Université Paris Est Créteil  
Tél : 01 41 78 47 35  
www.iae-eiffel.fr/fr  
Public  
> Master M1 finance : A, CP  
> Master M1 management et conseil : A, CP

#### 94410 Saint-Maurice

CFA Sup 2000  
Tél : 01 43 53 68 00  
www.cfasup2000.fr  
www.facebook.com/cfasup2000  
Association

> Master M1, M2 contrôle de gestion et audit organisationnel parcours contrôle de gestion et aide à la décision : A

> Master M1, M2 contrôle de gestion et audit organisationnel parcours contrôle de gestion : A

> Master M1, M2 contrôle et gouvernance parcours comptabilité, contrôle et audit : A

> Master M2 économie de l'entreprise et des marchés parcours conseil en entreprise : A

### 95300 Pontoise

Itescia - Site de Pontoise  
CCI de Paris Île-de-France  
Tél : 01 30 75 36 36  
www.itecia.fr  
Consulaire

> Master M1, M2 contrôle de gestion et systèmes d'information : A

## ■ LISTE 2 (IDF)

### Formation continue

**Ces formations s'adressent aux salariés et aux demandeurs d'emploi.**

### 75008 Paris

Institut français de l'audit et du contrôle internes (Ifaci)  
Tél : 01 40 08 48 00  
www.ifaci.com  
Association

> Titre certifié auditeur interne  
Durée : non communiqué  
Coût : non communiqué

### 75011 Paris

École supérieure de gestion et finance (ESGF)

Tél : 01 55 25 46 29

www.esgf.com

Privé

> Titre certifié expert-e en contrôle de gestion et audit, niveau bac + 5

Admission : - admission en 4<sup>e</sup> année : bac + 3 + concours propre

- admission en 5<sup>e</sup> année : bac + 4

+ concours propre

Durée : 2 ans

Coût : 7 950 € par an

### 75017 Paris

Greta des métiers du tertiaire, de l'hôtellerie et de la restauration (Greta Metehor)

Tél : 01 44 85 85 40

http://gretametehor.com

Public

> Licence pro métiers de la gestion et de la comptabilité parcours contrôle de gestion

### 92330 Sceaux

Institut universitaire de technologie de Sceaux (IUT)

Université Paris Sud

Tél : 01 40 91 24 99

www.iut-sceaux.u-psud.fr

Public

> Licence L3 économie gestion parcours comptabilité contrôle

Public : demandeur d'emploi de plus de 26 ans, jeune



**LE CIDJ,  
UN CARREFOUR D'ÉCHANGES  
ET DE SERVICES**

- Entretiens personnalisés
- Documentation et logiciels d'aide à l'orientation
- Accueil de groupes, ateliers collectifs et animations thématiques
- Job dating et alternance dating
- Offres d'emploi
- Espace co-working

Des partenaires spécialisés :

- CIO Médiacom
- Pôle emploi
- Mission locale de Paris
- Point d'accès au droit des jeunes
- Carte jeunes européenne
- BGE Adil
- Cillaj

Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (CIDJ)  
101 quai Branly  
75015 Paris  
Tél : 01 44 49 12 00  
Métro : Bir-Hakeim ou Champ de Mars  
www.cidj.com

**cidj** #infojeunesse